ECHOS DU FORUM

Numéro 02
14 Novembre 2012

ECHOS DU FORUM

7e Forum régional des projets financés par le FIDA

La gestion axée sur les résultats au service de la réduction de la pauvreté rurale: leçons de l'expérience et défis à relever

Banjul du 12 au 15 Novembre 2012

Edito

La deuxième journée du forum a été entièrement consacrée au partage d'expériences pratiques. Dans cette perspective, quatre sous-thèmes ont été retenus. Ils portent sur (1) la planification et la gestion budgétaire et financière, (2) la gestion des partenariats, (3) l'évaluation de la performance du suivi et des résultats et (4) la mise à l'échelle des succès et des bonnes pratiques. Deux expériences ont été partagées pour chaque thème soient 8 au total. Les présentations en plénière ont été suivies de travaux de groupes afin de donner aux participants suffisamment de temps pour échanger et partager d'autres expériences. La mise en commun des différents éléments de réflexion a permis l'élaboration d'un plan d'action consolidé dont la mise en œuvre pourra contribuer au renforcement et à la diffusion des différents résultats partagés.

Ce second numéro de Echos du Forum, partage avec vous une synthèse de ces différentes réflexions, agrémentée d'un recueil de points de vues auprès de quelques participants. Très bonne lecture

La rédaction

Un blog dédié au forum a été crée. Vous pouvez contribuer à son animation en allant sur
http://forumdebanjul.blogspot.com

MISE A L'ECHELLE DES SUCCES

Deux présentations ont été faites durant la session plénière. La première a porté sur un exemple qui met en évidence le lien entre les institutions de micro-finance et les banques commerciales pour permettre aux populations vivant dans des régions enclavées d'avoir accès à un système de transfert d'argent.

La seconde est relative à la mise au point d'innovations dans la production d'énergies renouvelables comme le solaire ou le biogaz qui ont permis de mettre en place des systèmes d'exhaure et d'irrigation qui ont contribué à réduire considérablement les coûts de production agricole. Pour ce concerne le biogaz, sa contribution dans la lutte contre la coupe des arbres et dans la conservation de la biodiversité est mise en exergue. Il permet en outre aux producteurs de s'engager dans l'agriculture organique. D'autres bénéfices liés à ces technologies incluent l'introduction de l'élevage du petit bétail pour produire du compost et générer en même temps plus de revenues pour les ménages et les individus comme les jeunes et les femmes.

LA DURABILITE AU MENU DES DEBATS

Les débats et questions ont porté sur la question de la durabilité institutionnelle, sociale, économique, environnementale et technique. Celle-ci ne pourra se réaliser que sous certaines conditions, telles que l'institutionnalisation des bonnes pratiques dans les politiques de développement, la prise en compte de la question de l'équité du genre pour l'accès aux ressources clés, le renforcement des institutions qui offrent les services financiers, l'adoption de pratiques qui garantissent la gestion durable des ressources naturelles.

Par ailleurs, la durabilité des solutions et réponses produites dans le cadre de projets, dépend de la capacité et de la volonté de ces derniers à mettre en place une stratégie de sortie, à travers l'adoption d'une approche de Développement Communautaire Décentralisée, l'institutionnalisation des associations de micro-finance, la mise en place de mécanismes de contrôle pour renforcer le pouvoir des communautés dans la fourniture de services publics comme l'eau. Etc.

LES INSTITUTIONS DE MICRO FINANCE EN EXEMPLE

Les travaux de groupe ont démarré par la présentation d'un exemple de programme de micro-finance en Sierra Léone où les associations de micro-finance travaillent dans quatre districts et touchent environ 600 000 bénéficiaires soit 10% de la population du pays. Ces associations visent à atteindre le plus grand nombre de bénéficiaire avec un objectif de 35 à 40% de la population totale à l'horizon 2015.

Les questions et les réponses qui ont suivi ont porté essentiellement sur la problématique liée à l'échelle d'application, au ciblage, aux implications politiques et aux contraintes.

Les facteurs de succès de cette expérience sont liés à l'existence d'une demande, à l'absence d'institutions financières concurrentes, à la bonne appropriation du système par les communautés locales. On peut souligner également la disponibilité des ressources financières et humaines l'existence d'un environnement politique et réglementaire favorable et la qualité des routes qui facilitent l'accès aux zones rurales.

Toutefois des contraintes ont été soulevées. Elles portent sur la faible capacité financière des institutions de micro finance, l'instabilité des institutions de supervision.

En conclusion le groupe de travail considére que l'absence de mécanismes financiers adaptés limite la capacité d'investissement productif pour les populations locales. C'est la raison pour laquelle l'Etat doit promouvoir les institutions de micro finance en milieu rural

Bulletin produit par

ITINERAIRES DE FEMMES

La projection d'une vidéo mettent en relief le parcours de trois femmes agricultrices a introduit la première plénière de la deuxième journée. Madame Ami Boye, fait partie de ces femmes. Elle est une rizicultrice gambienne qui a expliqué comment elle a pu accéder à la terre pour produire du riz grâce à l'appui du PIWAMP. Selon elle, il y'avait un déficit de terre arable et l'accès était donné en priorité aux hommes considérés comme les principaux gagne-pain de la famille.

J'ai pu grâce à ma parcelle produire suffisamment pour nourrir ma famille et payer les frais de scolarité de mes enfants dont 3 d'entre eux sont actuellement au secondaire .

Suite à la projection de la vidéo, Il ressort des discussions les points suivants : l'harmonisation des efforts des projets du FIDA en Gambie, en vue de lutter contre la pauvreté, la sensibilisation des bénéficiaires sur la question de la durabilité, l'existence de sessions de validation conjointe de système de suivi évaluation par deux projets du FIDA (LHDP, PIWAMP).

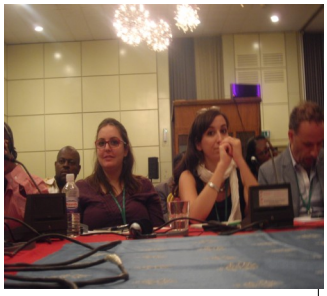
Merci de visiter le blog du forum
http://forumdebanjul.blogspot.com

Planification, gestion financiere et bugetaire axees sur les resultats au services de la bonne execution des projets

Deux expériences venant respectivement du Mali et de la Guinée ont été présentées . La première est relative au projet « Promouvoir la durabilité des investissements par le développement d'une dynamique de partenariat local et le renforcement des institutions de base » (PIDRN) du Mali. Le contexte est ici caractérisé par l'enclavement de la zone d'intervention et le caractère fragile de l'écosystème, limitant ainsi l'attractivité des entreprises pour cet endroit.

Le mandat du projet est de restaurer le tissu économique et social et d'améliorer les conditions de vie des populations. Pour cela, une forte implication des collectivités locales a été nécessaire pour la mise en œuvre de la stratégie de planification, de gestion financière et budgétaire axée sur la gestion des résultats du projet. La démarche de mise en œuvre de cette collaboration a reposé sur l'identification des besoins en formation, la promotion des espaces de concertation. En outre, le projet a pris comme porte d'entrée les collectivités territoriales. Des outils innovants pouvant contribuer à une meilleure appropriation des activités ont été mis en place. Il s'agit notamment de la cartographie participative de la pauvreté et du système de suivi de la performance des collectivités territoriales en termes de gouvernance et de gestion des services sociaux de base. Les discussions ayant suivi la présentation se sont intéressées entre autres au mécanisme de contrôle mis en place afin de veiller au respect des cahiers de charge par les prestataires de service.

Le Programme National d'Appui aux Acteurs de la Filière Agricole (PNAAFA) de la Guinée dont l'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ruraux pauvres, s'est quant à lui focalisé sur le processus d'élaboration d'un PTBA. Le cheminement peut être long et complexe mais la mise à contribution des OCB et OPA, a considérablement permis l'atteinte des objectifs escomptés. Ceci, du fait de leur représentativité estimée à plus de 60% dans les instances de décision. Ces organisations ont également bénéficié de formation dans le domaine de la passation de marchés, ainsi que dans l'élaboration de manuels de procédures agricoles, ceci dans un souci de mieux les responsabiliser. Par ailleurs, le circuit de validation des informations a été bien étudié et intègre toutes les parties intervenant dans la gestion du projet : gouvernement, FIDA, OPA-OCB. La valeur ajoutée dans le processus de validation des informations est la création d'un comité ad hoc composé de personnes ayant déjà travaillé pour le FIDA ou ayant une expérience dans le domaine d'intervention du projet. Par ailleurs, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités des acteurs (plus de 10 types de formation) et traduit le souci du projet de garantir la durabilité des processus et activités mis en place.



Certaines difficultés ont cependant été notées. Elles concernent notamment la surestimation des besoins par les producteurs, les lenteurs dans la préparation des documents préalables ou des avis de non objection, les risques liés à la faible prise en compte des besoins des OP à la base. Les solutions proposées portent entre autres sur la formation des différents acteurs impliqués dans le processus de passation de marché, une plus grande responsabilisation des OPA, etc.

Les travaux de groupes qui ont suivi la session plénière se sont focalisés sur la relation Plan de Travail du Budget Annuel (PTBA) et Plan de Passation de Marchés (PPM). Quelques pays ont présenté leurs expériences. Il s'agit : du Sénégal, du Niger, du Nigéria, du Centrafrique. Les innovations notées portent sur la publication des PPM sur le site internet de la Direction des Marchés Publics , la tenue de revues trimestrielles permettant de relever les écarts et d'apporter les corrections idoines et enfin la forte implication des bénéficiaires de programmes dans l'élaboration de ces documents.

Un certain nombre d'autres considérations ont été soulevées et portant notamment sur la nécessité d'avoir un cadre logique pour aboutir à une bonne exécution du PTBA ; de même que la nécessité de formation des RAF et des coordonnateurs de projets sur les règles de passation de marchés.

Toutefois, certaines contraintes ont été notées comme au Mali ou le manque d'expérience des collectivités locales en matière de passation de marché de même que l'absence de prestataires qualifiés dans les zones enclavés constituent des

Retrouvez les présentations du forum en visitant le blog à l'adresse suivante

bamakoforum.blogspot.com

POUR DES PARTENARIATS EFFICACES ET DURABLES

Durant cette session plénière, deux expériences ont été présentées, il s'agit SAMCERT et Mali Biocarburant SA.

SAMCERT a présenté son expérience sur le renforcement de l'accès des petits agriculteurs aux produits certifiés durables. Cette initiative vise essentiellement à aider les petits producteurs à accéder aux marchés pour les produits certifiés. Les actions menées en Sierra Leone, au Libéria, en Guinée, au Sénégal et à Sao Tomé ont pu être partagées.

Ensuite, ce fut le tour de Mali Biocarburant de présenter son expérience de la coopération entre une entreprise privée et le FIDA au Mali et au Burkina. Le facilitateur a principalement mis en évidence les instruments clés mis en œuvre pour le renforcement de capacité des producteurs de « Jatropha ».

Les travaux de groupes qui ont suivi la session plénière ont mis l'accent sur quatre questions centrales relatives aux types de partenariat à mettre en œuvre entre le FIDA et les projets ; aux mécanismes pratiques qui peuvent être valorisés pour renforcer les partenariats ; aux expériences dans le domaine de la gestion axée sur les résultats, et à la contribution de ces partenariats dans les efforts faits par le FIDA pour atteindre son objectif de 80 millions de bénéficiaires ?

Apres plus de 2h d'échanges, les participants ont mis en exergue le fait majeur selon lequel la mise en œuvre de partenariats durables doit répondre à un parcours en quatre étapes ; à savoir l'identification des besoins ; du partenariat adéquat à mettre en place ; des moyens à mettre en œuvre pour rendre le partenariat efficace et rentable pour toutes les parties prenantes ; et des expériences du FIDA qui peuvent servir de point de départ.

Chaque question à fait l'objet de discussions intenses. Tous s'accordent sur le fait que réduire la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire et améliorer le revenu des producteurs doivent constituer le point de départ des projets. Dans ce contexte, le partenariat s'établit en fonction des besoins et des objectifs. Il doit également être en mesure de mettre en relation toutes les parties prenantes, depuis les acteurs intervenant dans la phase de recherche à s'intéressant à la production et la certification.

En effet, les besoins des producteurs sont divers. Il peut s'agir de besoins en termes d'amélioration de la qualité des produits, de quantité de la production (afin d'assure la sécurité alimentaire et dégager le surplus pour l'extérieur), d'institutionnalisation des pratiques et projets déjà existants, de formation et d'autonomisation progressive des producteurs, de renforcement des petites exploitations etc. Leur identification préalable est donc capitale avant toute démarche de négociation.